

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

19 JANVIER 2004

Proposition de loi accordant l'amnistie aux victimes de la répression

(Déposée par M. Wim Verreycken et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition a été déposée initialement sous la précédente législature, plus exactement le 15 décembre 1999, et elle portait le numéro 2-236/1. La prise en considération de cette proposition a toutefois été rejetée en séance plénière du 20 janvier 2000. Les francophones, rejoints en cela par les verts et les socialistes flamands, ont manifestement considéré qu'un débat sur la répression de l'après-guerre ne peut pas être mis à l'ordre du jour et que les erreurs commises dans le cadre de la répression de l'époque ne peuvent pas être réparées. Citant le sénateur Hugo Vandenberghe, nous trouvons incompréhensible que «55 ans après la Deuxième Guerre mondiale, une chambre de réflexion soit incapable de mener un débat serein sur ces problèmes» (*Annales du Sénat*, n° 2-24).

Animés par le sens de la justice qui caractérise l'esprit flamand, les auteurs se sentent dans l'obligation de redéposer et de défendre continuellement cette proposition, malgré toute l'opposition qu'elle suscite, pour que le Sénat puisse enfin mener un débat parlementaire démocratique et adulte sur cette question.

*
* *

«On a oublié aujourd'hui — la plupart des gens ne l'ont d'ailleurs jamais su — que bien des citoyens

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

19 JANUARI 2004

Wetsvoorstel strekkende tot het verlenen van amnestie aan repressieslachtoffers

(Ingediend door de heer Wim Verreycken c.s.)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel werd tijdens de vorige zittingsperiode op 15 december 1999 eveneens ingediend onder het nummer 2-236/1. Tijdens de plenaire vergadering van 20 januari 2000 werd de inoverwegingneming ervan echter weggestemd. Alle Franstaligen, evenals de Vlaamse groenen en socialisten, meenden blijkbaar dat een debat over de naoorlogse repressie niet aan de orde mag komen en dat de fouten van het toenmalige repressieapparaat niet mogen worden rechtgezet. Senator Hugo Vandenberghe citerend, vinden wij het onbegrijpelijk dat «een bezinningskamer, 55 jaar na de Tweede Wereldoorlog, niet in staat is een sereen debat over deze problemen te voeren» (*Handelingen van de Senaat*, nr. 2-24).

De indieners voelen zich, gespiegeld aan het rechtvaardigheidsgevoel van de Vlamingen, verplicht dit voorstel, ondanks alle tegenstand, telkens opnieuw in te dienen en te verdedigen, zodat de Senaat hierover eindelijk een volwassen parlementair, democratisch debat kan voeren.

*
* *

«Men is vandaag vergeten — de meesten hebben het nooit geweten — dat vele rechtgeaarde lieden

honnêtes ont collaboré en vue d'aider la population. Il a fallu continuer à diriger, approvisionner et alimenter le pays pendant quatre ans. Pour ce faire, il a fallu collaborer avec les autorités d'occupation à de nombreux niveaux. Les magistrats qui ont officié après la guerre ont prononcé, dans des milliers de cas, des jugements injustes et très durs sous la pression de la «rue» et de la résistance (surtout communiste), le plus souvent en application d'arrêtés-lois ayant effet rétroactif, promulgués par le cabinet réuni à Londres (ce qui signifie que les personnes concernées ignoraient le caractère délictueux de leurs actes, d'autant plus qu'ils n'étaient pas délictueux au départ — précision des auteurs de la proposition). Après la libération, on a vu des hommes et des femmes innocents être livrés à la barbarie, à des humiliations, à des mauvais traitements et être privés de moyens de subsistance. Des citoyens qui avaient collaboré par patriotisme et avec l'assentiment indirect de Léopold III furent désavoués et abandonnés à leur sort (traduction d'un texte de Manu Ruys paru dans «*De Standaard*» du 21 janvier 1994).

Dans «*Onverwerkt verleden*», Luc Huyse montre très clairement que la répression de l'après-guerre a été beaucoup plus rude à l'égard de la collaboration politique qu'à l'égard de la collaboration économique. L'auteur constate également, avec sérénité et sans émotion, que la répression s'est bel et bien inscrite dans une tentative de suppression du facteur politique national flamand. C'est pourquoi ce sont surtout des Flamands qui ont été contraints à l'exil dans le cadre de celle-ci et à qui on a infligé des réparations dont la génération flamande actuelle supporte encore la charge.

Une Flandre indépendante aurait déjà «enterré» la guerre depuis longtemps, même dans les esprits. On a souligné l'écart culturel entre les Flamands et les francophones, écart qui mènera inmanquablement à une séparation de biens, surtout en stigmatisant incessamment la conduite des premiers comme s'ils avaient été les seuls collaborateurs. Il est intolérable, dans la perspective d'une autodétermination croissante des communautés, laquelle vient d'être renforcée par les dernières modifications de la Constitution, que l'une de ces communautés continue à faire obstacle aux efforts de réconciliation de l'autre.

Enfin, comme la répression a été totale et inconditionnelle, l'amnistie ne pourrait être que totale et inconditionnelle. On peut dire, en analysant l'argumentation boiteuse de l'époque, au vu des lacunes des dossiers et sachant que certains témoins qui sont décédés depuis se sont rendus coupables de parjure, qu'une révision au cas par cas a été rendue d'emblée impossible par le caractère aveugle de la répression.

collaboreerden om de bevolking te helpen. Het land moest vier jaar lang bestuurd, bevoorrad, gevoed worden. Dat vereiste op heel wat niveaus samenwerking met de bezettende overheid. Naoorlogse magistraten hebben in duizenden gevallen, onder druk van «de straat» en het (vooral communistische) verzet, oneerlijk geoordeeld en hardvochtig gevonnist, meestal op grond van besluitwetten met terugwerkende kracht die door het kabinet in Londen waren uitgevaardigd (waardoor de betrokkenen onwetend waren over de strafbaarheid van hun daden, die zelfs niet strafbaar waren bij de aanvang ervan — nota van de indiener). Na de bevrijding werden onschuldige mannen en vrouwen barbaars vernederd, mishandeld, gebroodroefd. Burgers die uit patriotisme en met indirecte instemming van Leopold III hadden gecollaboreerd, werden gedesavoueed en aan hun lot overgelaten.» (Manu Ruys in *De Standaard*, 21 januari 1994).

In *Onverwerkt verleden* van Luc Huyse wordt overduidelijk aangetoond dat de naoorlogse repressie veel scherper was voor politieke collaboratie dan voor economische. Tegelijk stelt de auteur vast, sereen en emotioneel, dat de repressie wel degelijk een poging was tot uitschakeling van de Vlaams-nationale politieke factor. Waardoor de repressie hoofdzakelijk Vlamingen tot ballingen doemde, en delen van de actuele Vlaamse generatie opzadelde met herstelbetalingen.

Een zelfstandig Vlaanderen zou reeds lang de oorlog hebben beëindigd, ook in de geesten. Het verschil in cultuurbeleving tussen de twee volkeren, dat zeker naar een boedelscheiding zal leiden, werd vooral benadrukt door de blijvende stigmatisering van Vlamingen als exclusieve collaborateurs. In het licht van de groeiende zelfstandigheid der gemeenschappen, mede onderstreept door de recentste grondwetswijziging, is het onduidelijk dat één gemeenschap de andere blijft verbieden verzoening na te streven.

Tot slot: vermits de repressie totaal en onvoorwaardelijk was, kan ook een amnestie niet anders dan totaal en onvoorwaardelijk zijn. De mank lopende toenmalige argumentatie, de onvolledigheid van de dossiers, en de gebleken meinedigheid van sommige getuigen die ondertussen overleden zijn, maken dat een «geval per geval» herziening onmogelijk werd gemaakt door de blindheid van de repressie zelf.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

La liste des lois et arrêtés en question peut être incomplète. C'est pourquoi l'article fournit une définition générale pour qu'aucune des personnes concernées ne soit exclue du bénéfice de l'amnistie visée.

Article 3

La date officielle de la fin des hostilités est utilisée comme date de référence.

Article 4

Comme il y a toujours des enfants et des petits-enfants qui sont touchés par les effets des condamnations prononcées à l'égard de leurs parents ou grands-parents, il convient de les mentionner également de manière explicite dans la loi proposée.

Article 5

La «Régie pour le travail pénitentiaire», qui était active dans la période de la répression, gérait le cas des personnes punies qui travaillaient en dehors de l'institution pendant leur internement, tant pour des firmes privées que pour des administrations publiques. Sur les salaires que gagnaient lesdites personnes, on calculait et retenait des cotisations qui n'ont souvent pas été versées pour autant dans les caisses de la sécurité sociale nationale. Dans certains cas, on a procédé à des versements *in globo* sans joindre aucune liste de noms. Il est inadmissible qu'en raison de la mauvaise gestion de ladite «Régie», les victimes qui ont atteint l'âge de la pension et qui ont bel et bien fourni leur contribution au régime national de sécurité sociale soient pénalisées à vie par une amputation du total de leurs années de travail donnant ouverture au droit en question. Il est impossible de prendre des mesures individuelles dans cette matière, étant donné que la Régie en question n'a pas établi de dossiers individuels. Par conséquent, seule une mesure générale peut avoir quelque effet.

Article 6

Il convient également, plus d'un demi-siècle après la fin officielle de la guerre, de lever toutes les déchéances. Cela vaut notamment pour ce qui est des personnes exilées auxquelles l'accès au territoire a été interdit.

Article 7

Le respect des droits personnels des personnes amnistiées implique que l'on ne puisse plus faire

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Een opsomming van de betreffende wetten en besluiten kan onvolledig zijn. Het artikel kiest dus voor een algemene omschrijving, teneinde geen betrokkenen uit te sluiten van de beoogde amnestie.

Artikel 3

De officiële einddatum van de vijandelijkheden wordt als ankerpunt gehanteerd.

Artikel 4

Vermits nog steeds kinderen en kleinkinderen worden getroffen door veroordelingen uitgesproken jegens hun ouders of grootouders, is het aangewezen om ook hen uitdrukkelijk in deze wet te vermelden.

Artikel 5

De «Regie voor de gevangenisarbeid», actief in de repressieperiode, beheerde de gestraften die tijdens hun internering buiten de instelling werkten, dit zowel voor privé-bedrijven als voor openbare besturen. Op de verdiende lonen werden bijdragen berekend en ingehouden, die echter in vele gevallen niet werden doorgestort aan de RMZ-diensten. In sommige gevallen werd enkel *in globo* gestort, zonder toevoeging van enige namenlijst. Het is onaanvaardbaar dat voor het wanbeheer van de bewuste «Regie» de pensioengerechtigde slachtoffers, die dus wel degelijk bijdroegen tot het RMZ-stelsel, levenslang worden gestraft door een geamputeerde berekening van hun rechtgevendende werkjaren. Individuele maatregelen in deze materie worden onmogelijk gemaakt door het niet-opmaken van individuele dossiers door de toenmalige «Regie». Derhalve kan enkel een algemene maatregel effect ressorteren.

Artikel 6

Meer dan een halve eeuw na het officiële oorlogseinde is het aangewezen dat ook alle vervalvenverklaringen worden opgeheven. Hiermee worden ook de bannelingen beoogd, die hun recht tot het betreden van het grondgebied zagen vervallen.

Artikel 7

De persoonlijke rechten van de geamnestieerden eisen dat niet langer melding wordt gemaakt, in

mention, dans les pièces administratives, de la condamnation qu'elles ont subies dans le cadre de l'application de la législation de répression. Toutefois, comme l'histoire doit pouvoir être écrite sur la base d'informations exactes, il faut empêcher la suppression desdites mentions dans les minutes et les autres documents d'archives.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Par législation de répression, on entend tous les articles de lois, les lois, les règlements, les arrêtés et les arrêtés-lois qui visaient ou visent encore en tout ou en partie à réprimer des actes qui ont été commis avant le 16 juin 1949.

Les dispositions du Code pénal militaire en font également partie.

Art. 3

Une amnistie totale et inconditionnelle est accordée pour tous les actes commis avant le 16 juin 1949 et réprimés en application de la législation de répression.

Art. 4

La mise sous séquestre décidée en son temps est levée. Tous les dossiers relatifs au recouvrement des indemnités et/ou du produit des saisies alloués à la Belgique sont fermés.

Ni les intéressés ni aucun de leurs descendants ne sont plus soumis à aucune réquisition prononcée à titre de mesure répressive en raison d'activités exercées avant le 16 juin 1949.

ambtelijke stukken, van de veroordelingen in het raam van de repressiewetgeving. De geschiedenis heeft echter recht op juiste informatie, waardoor schrapping in minuten of andere archiefstukken moet worden verhinderd.

Wim VERREYCKEN.
Yves BUYSSE.
Frank VANHECKE.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Als repressiewetgeving wordt bedoeld, in zoverre zij werd toegepast op feiten die plaatsgrepen vóór 16 juni 1949: alle wetsartikelen, wetten, verordeningen, besluiten en besluitwetten, die geheel of ten dele tot doel hadden of hebben feiten te beteugelen die zich afspeelden vóór 16 juni 1949.

Ook de bepalingen uit het Militair Strafwetboek worden door deze opsomming bedoeld.

Art. 3

Een totale en onvoorwaardelijke amnestie wordt verleend voor alle feiten, gepleegd vóór 16 juni 1949, indien zij werden beteugeld door de repressiewetgeving.

Art. 4

De destijds toegepaste sekwestratie wordt opgeheven verklaard. Alle dossiers met betrekking tot invordering van aan België toegekende schadevergoedingen en/of verbeurdverklaringen worden afgesloten.

Betrokkenen noch nabestaanden worden verder bezwaard met enige vordering, indien die als repressiemaatregel werd uitgesproken wegens activiteiten welke vóór 16 juni 1949 werden uitgeoefend.

Art. 5

Les personnes qui ont été internées en application de la législation de répression et qui bénéficient de l'amnistie prévue par la présente loi peuvent également comptabiliser leurs années de détention pour ce qui est du calcul de leur pension.

Art. 6

Toutes les déchéances et les interdictions prononcées en application de la législation de répression sont levées.

Art. 7

Les fonctionnaires des divers pouvoirs ne peuvent plus mentionner dans aucun document les condamnations auxquelles s'applique la présente loi. Les minutes judiciaires sont les seuls documents dans lesquels la mention de celles-ci ne peut pas être supprimée.

Art. 8

La présente loi entre en vigueur trente jours après sa publication au *Moniteur belge*.

8 décembre 2003.

Art. 5

In het raam van de repressiewetgeving geïnterneerden, door deze wet geamnestieerd, kunnen voor pensioenberekeningen ook de detentiejaren meetellen.

Art. 6

Alle vervallenverklaringen of onbekwaamheden, stoelend op de repressiewetgeving, worden opgeheven.

Art. 7

Ambtenaren van de verschillende machten wordt niet langer toegestaan, in eender welk document, melding te maken van de bestraffingen die door deze wet worden geamnestieerd. Enkel in de rechterlijke minuten kunnen de vermeldingen niet worden ongedaan gemaakt.

Art. 8

Deze wet treedt in werking dertig dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

8 december 2003.

Wim VERREYCKEN.
Yves BUYSSE.
Frank VANHECKE.